



Conférence d'examen de la dimension humaine 2008

Discours de clôture de l'Union européenne (10 octobre 2008)

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Les attentes de l'Union européenne ont été largement satisfaites par cette 13^{ème} Conférence d'examen de la Dimension Humaine de l'OSCE. Ces deux semaines de discussions franches et ouvertes ont permis de dresser un bilan exhaustif de la mise en œuvre de l'ensemble des engagements de la Dimension humaine.

L'Union européenne a particulièrement apprécié le dynamisme et la qualité de la participation des représentants de la société civile. Les témoignages des défenseurs des droits de l'Homme, en particulier, ont retenu toute notre attention. L'Union européenne se félicite ainsi que le principe de libre participation des organisations non-gouvernementales, conformément au Document de Helsinki de 1992, ait été généralement respecté malgré des tentatives ponctuelles de remise en cause.

L'Union européenne regrette que cette année encore le Turkménistan n'ait pas apporté son éclairage sur les manquements à ses engagements signalés au cours de la Conférence.

ue2008.fr

L'Union européenne a apprécié le rappel par le Kazakhstan de sa volonté de progresser sur la voie des réformes démocratiques dans la perspective de sa présidence de l'OSCE en 2010. La traduction de cet engagement dans la réalité sera suivie avec attention par l'Union européenne.

Sur le fond, l'Union européenne relève avec préoccupation que les violations des droits de l'Homme et manquements aux engagements de l'OSCE restent fréquents dans certains Etats participants. Un surcroît d'efforts et de volonté politique sont nécessaires pour mettre un terme, en particulier, à la torture, aux entraves aux libertés d'expression, d'association et de réunion, au harcèlement des défenseurs des droits de l'Homme et aux pratiques électorales non-démocratiques. Par ailleurs, l'Union européenne se félicite que sa position en faveur d'une attention plus soutenue de l'OSCE à la lutte contre les crimes de haine et manifestations d'intolérance fondées, notamment, sur les orientations sexuelles ait été partagée par nombre de participants. Enfin, en cette Journée internationale contre la peine de mort, l'Union européenne renouvelle son appel pressant en faveur de l'abolition universelle de ce châtiment contraire à la dignité humaine.

L'Union européenne se félicite qu'une Journée spéciale ait été consacrée à la liberté de religion et de conviction. Malheureusement on a pu constater que dans ce domaine il y avait toujours des défis. L'Union européenne compte sur l'OSCE pour poursuivre ses travaux afin d'assurer le plein respect de ce droit fondamental.

L'Union européenne a retenu plusieurs thèmes qui mériteraient de faire l'objet d'un examen approfondi l'an prochain dans le cadre des réunions de la Dimension humaine :

- Les défenseurs des droits de l'Homme et les Institutions Nationales indépendantes de défense des droits de l'Homme ;

ue2008.fr

- La prévention de la torture ; l'abolition de la peine de mort
- Le respect des droits de l'Homme dans la lutte contre le terrorisme ;
- La liberté d'expression et la liberté des médias ;
- Les droits des femmes et la lutte contre les violences faites aux femmes ;
- La lutte contre les crimes de haine et les discriminations fondés sur les orientations sexuelles ;
- L'Etat de droit ;

Monsieur le Président,

J'aimerais évoquer aussi la Géorgie. L'Union européenne suit avec intérêt la Mission d'évaluation de la situation des droits de l'Homme dans les zones affectées par le conflit en Géorgie, mission devant être réalisée conjointement par le BIDDH et le Haut Commissariat aux minorités nationales. A cet égard nous demandons que le libre accès de l'ensemble des observateurs aux régions d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie soit assuré.

Pour terminer, je souhaiterais remercier une nouvelle fois pour l'excellence de leur travail la Présidence en exercice et le Bureau des Institutions démocratiques et des droits de l'Homme, dont nous apprécions l'impartialité et l'autonomie, ainsi que les autorités polonaises pour leur hospitalité.

La Croatie* et l'ancienne République yougoslave de Macédoine*, pays candidats ; l'Albanie, la Bosnie – Herzégovine et le Monténégro, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels ; l'Islande et la Norvège, pays de l'Association Européenne de libre-échange et membres de l'Espace économique européen ; ainsi que l'Ukraine et la République de Moldavie se rallient à cette déclaration.

ue2008.fr

*La Croatie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine continuent à participer au processus de stabilisation et d'association.

Je vous remercie de votre attention.

ue2008.fr